

# Hirsch, le Caligula de la santé

■ **Françoise Monestier**  
francoise-monestier@present.fr

**D**EPUIS près d'un an, le locataire de l'Élysée voulait la peau de Martin Hirsch, patron de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, connu pour être « pathologiquement narcissique, incapable de se remettre en cause, avec une propension à reporter sur d'autres la responsabilité de ses échecs ».

Le courant passait mal entre les deux hommes, Emmanuel Macron n'ayant pas apprécié ses critiques à mots couverts sur la politique de santé du gouvernement.

Il souhaitait donc mettre au vert l'ancien directeur de cabinet de Bernard Kouchner qui rejoignit en 2007 le gouvernement Fillon pour jouer le rôle de haut-commissaire aux Solidarités actives, directement rattaché au Premier ministre, et mettre en place le RSA (revenu de solidarité active), colossal échec s'il en est. Contacté à deux reprises par Jean Castex qui voulait lui refiler le bébé de la nouvelle ENA en guise de cadeau de départ, Martin Hirsch a joué les arapèdes sur un rocher et refusé de quitter son poste. Le mois dernier, alors que Macron peaufinait la constitution de son équipe gouvernementale, Hirsch tente le tout pour le tout en faisant parvenir à la presse une note à l'exécutif appelant de ses vœux « une refondation de l'hôpital ». Manque de chance pour lui, les rumeurs de départ savamment entretenues par Aurélien Rousseau, le directeur de cabinet d'Elisabeth Borne, s'amplifient. Se voyant acculé tel un cerf (*hirsch* en allemand... et en yiddish) par une meute, l'ancien « Kouchner's boy » prend alors les devants, avec l'accord d'Alexis Kohler qui ne veut pas froisser la susceptibilité de l'intéressé, et annonce – lors d'une réunion de crise du directoire de l'AP-HP et dans un contexte de crise sans précédent à l'hôpital – sa démission deux jours avant le second tour des législatives.

Patatras ! Le mauvais sort s'acharne sur la santé avec l'annonce, en pleine déconfiture électorale du macronisme, de la défaite et donc de la démission de son ministre de tutelle Brigitte Bourguignon – qui, le 19 juin, a mordu la poussière face à Brigitte Engrand, candidate du Rassemblement national. Devant la défiance élyséenne, Martin Hirsch règle ses comptes ; n'ayant pas apprécié que Macron veuille encadrer de manière plus stricte le RSA dont il est le père, il affirme remettre son poste de directeur général de l'AP-HP à la disposition du gouvernement car, selon lui, les conditions ne sont pas réunies pour remettre le système hospitalier français sur de bons rails.

Il a certes raison, mais n'a-t-il pas contribué lui-même à la faillite du



système hospitalier, ayant pratiquement toujours travaillé dans ce domaine, qu'il s'agisse de diriger le cabinet de Kouchner, d'être le conseiller santé de Martine Aubry quand cette dernière mettait en place les 35 heures (ce qui ne l'empêchera pas de réformer en 2015 le temps de travail des soignants qui perdent de deux à six jours de RTT par an) et qu'elle dirigeait le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, ou d'accoucher du RSA qui attire un grand nombre de fraudeurs, plus de 60 % des fraudes aux minima sociaux émanant de prétendus bénéficiaires du RSA ? N'oublions pas enfin qu'il est administrateur de l'Agence européenne des médicaments, ce qui pourrait expliquer son aversion pour la chloroquine dans le traitement anti-Covid et son goût pour les vaccins : « Le vaccin aujourd'hui est celui qui nous permet de faire vivre la devise républicaine : liberté, égalité, fraternité » (RTL, 29 juillet 2021).

## Monsieur multcartes

Longtemps président de l'Union centrale des communautés Emmaüs et d'Emmaüs France – ce qui lui a donné une auréole de saint laïque –, Martin Hirsch a également été vice-président de l'ARC et membre actif de la HALDE (Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) où il veillait au grain de l'antisémitisme. En

2014, François Hollande, avec le soutien de Patrice Kanner, alors ministre de la Ville, et celui de Martin Hirsch, avait créé l'association La France s'engage dont la vocation est de venir en aide aux réfugiés – autrement dit aux clandestins. Elle obtient très vite le statut de fondation et reçoit des fonds substantiels de BNP Paribas, de Total ou d'Artémis, propriétaire du *Point*. Trois ans plus tard, l'ancien président de la République devient président de cette fondation hébergée sur le campus de la Station F, créée par Xavier Niel, et inaugurée par Emmanuel Macron le 11 mai 2017. Martin Hirsch et François Pinault figurent parmi les administrateurs de ce joujou pour président retraité.

## La révolte des soignants

S'agissant du projet de réaménagement de Notre-Dame, on rappellera que Martin Hirsch s'est rangé du côté des folies immobilières d'Anne Hidalgo, proposant qu'une « partie de l'Hôtel-Dieu puisse être mobilisée pour permettre le rayonnement du site » ; en clair, la constitution d'un Hugoland muséal dans lequel Notre-Dame ou la Sainte-Chapelle ne seraient que des prétextes à visiter des espaces entièrement consacrés au tourisme et à la détente sans la moindre référence religieuse ou mystique.

Connu pour son mauvais caractère et sa haute conception de lui-même, il s'est fait de nombreux ennemis, à commencer par l'urgentiste Gérard Kierzek qui dit de lui : « Ceux qui ne le connaissent pas le prennent pour l'abbé Pierre, ceux qui le connaissent pour Caligula. » Après une gestion désastreuse depuis sa prise de fonction des 39 hôpitaux qui constituent l'AP-HP et la crise sanitaire du Covid-19, ses praticiens, excédés par la bureaucratie des équipes d'Olivier Véran et le je-m'en-foutisme de leur patron qui pérorait sur les chaînes de télé et dans les radios, passent à l'offensive en décembre dernier et, dans une lettre adressée à Emmanuel Macron et publiée dans *Le Monde*, avertissent que « l'état moral, organisationnel et budgétaire de l'AP-HP est au plus bas » et que l'institution est devenue « réulsive ». Le patron de l'institution prend très mal cette fronde et dit clairement aux médecins venus lui réclamer une « grande réforme » : « Si une grande réforme doit se faire, ce n'est pas moi qui la ferai. »

Le 17 décembre 2020, il suspend le professeur Christian Perronne, et dénonce son « populisme médical » auquel il associe le professeur Raoult. Ce spécialiste des maladies infectieuses avait notamment mis en cause le Conseil scientifique présidé par le professeur Delfraissy : « Face à la plus grande pandémie de ce siècle, un Conseil scientifique Covid-19, créé par l'Élysée, a d'emblée affirmé qu'il n'y avait pas de traitement possible. [...] Face à cette guerre sans précédent, où il y avait le feu à la maison France, les membres du Conseil réclamaient de prendre leur temps, beaucoup de temps, pour tout valider sur le plan scientifique, avant de prendre la moindre décision. Il fallait par une longue, très longue procédure vérifier que la lance à incendie était homologuée avant de se risquer à combattre les flammes. »

En janvier 2022, alors que l'épidémie de Covid-19 fait rage et que les lits d'hôpitaux continuent à être supprimés, Martin Hirsch, invité de l'émission « C à vous », envisage la stupéfiante possibilité de ne plus soigner gratuitement les non-vaccinés. Levée de boucliers à droite et à gauche de l'échiquier politique mais aussi dans le monde médical.

Son éventuel successeur, Nicolas Revel, ancien directeur de cabinet de Jean Castex et proche de Macron et qui pilota la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie) de 2014 à 2020, sera-t-il meilleur dans ce rôle, lui qui mit sur pied les brigades sanitaires imaginées par l'Élysée pour éviter un rebond de l'épidémie de coronavirus et qui foulaient aux pieds le secret médical ? Réponse dans quelques semaines. ■